INTERSYNDICALE BUSINESS FRANCE

Paris, le 5 octobre 2026

70 postes supprimés à Business France : quels impacts pour l'emploi, les PME et les territoires ?

L'intersyndicale de Business France alerte sur les conséquences du projet de suppression de 70 emplois, soit près de 10 % des salariés de droit français de l'agence. Cette annonce intervient alors même que Business France affiche des résultats reconnus en matière d'export, d'attractivité et de soutien à l'emploi.

DES RÉSULTATS CONCRETS POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Chaque année, l'action de Business France contribue directement à la création, au maintien ou à la projection d'environ 60 000 emplois en France. En 2025, les 11 120 PME et ETI accompagnées par l'agence ont généré 2,55 milliards d'euros de chiffre d'affaires additionnel à l'export. Parmi les entreprises accompagnées, beaucoup sont de petites structures qui ne disposent pas des moyens humains ou financiers nécessaires pour se développer seules à l'international.

L'agence joue également un rôle majeur dans l'attractivité du pays. En 2025, elle a accompagné près de 60 % des décisions d'investissement étranger recensées en France. Ces projets représentent des milliers d'emplois, souvent dans des territoires où chaque implantation industrielle compte. Près de deux tiers des emplois industriels associés à ces investissements sont localisés dans des communes de moins de 20 000 hab.

Business France est aussi l'opérateur du programme V.I.E., qui permet à plus de 11 000 jeunes Français d'acquérir une expérience professionnelle internationale dans 119 pays. Ce dispositif constitue un levier reconnu de développement des compétences, d'employabilité et de compétitivité pour les entreprises françaises.

Les difficultés financières actuelles que connaît l'agence résultent avant tout du non-respect, par l'État, des engagements inscrits dans le contrat d'objectifs et de moyens : la subvention prévue de 103 M€ n'a été versée qu'à hauteur de 86,7 M€ en 2026, provoquant mécaniquement des résultats déficitaires (-10 M€ en 2025, -3 M€ prévus en 2026) — et ce malgré un autofinancement de 61,5 %, en hausse de 21 % depuis 2023.

Cette restructuration intervient au moment où les pouvoirs publics affichent des objectifs ambitieux : porter les exportations françaises à 700 milliards d'euros, renforcer l'internationalisation des PME et ETI et accélérer la réindustrialisation du pays. Les salariés s'interrogent sur la cohérence d'une stratégie qui exige davantage de résultats tout en réduisant les moyens de l'opérateur chargé de les produire.

Pour l'intersyndicale, la question est simple : comment accompagner davantage d'entreprises, attirer plus d'investissements et créer plus d'emplois avec moins de ressources humaines ? Réduire les capacités d'action de Business France, c'est prendre le risque d'accompagner moins de PME à l'export, de prospecter moins d'investisseurs et, à terme, de fragiliser l'emploi dans de nombreux territoires.

L'intersyndicale demande l'ouverture de solutions alternatives permettant d'éviter un plan social dont le coût serait lui-même financé sur les fonds propres de l'agence.

Contact presse : intersyndicale@businessfrance.fr